

EXPLOITATION INDUSTRIELLE DU BOIS ET MUTATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DANS LA ZONE FORESTIÈRE DE KABO, DÉPARTEMENT DE LA SANGHA (RÉPUBLIQUE DU CONGO)

Hippolithe Pépin NDEY NGANDZO¹

Université Marien NGOUABI, République du Congo

phndeyngz@gmail.com

&

Gilles Freddy MIALOUNDAMA BAKOUEITILA²

Université Marien NGOUABI, République du Congo

gmialoundama2016@gmail.com

&

Guy Rodrigue MOUANDA NIAMBA³

Université Marien NGOUABI, République du Congo

rgmouanda@gmail.com

Résumé : Cet article présente les résultats d'une étude réalisée entre 2020 et 2022. L'objectif est d'analyser les mutations socio-économiques liées à l'exploitation industrielle du bois à Kabo. Les résultats sont issus de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain sur un échantillon de 161 ménages (30 ménages autochtones et 131 ménages bantous). Les résultats ont permis d'identifier les enjeux socio-économiques et les impacts de l'exploitation forestière sur le milieu, les communautés villageoises et les travailleurs forestiers. L'exploitation industrielle du bois a favorisé le développement d'une cité autrefois un petit village de moins de 100 habitants grâce aux emplois créés entraînant la migration des personnes en quête des opportunités économiques. D'autres mutations socio-économiques qui ont été observées sont la croissance démographique, l'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat, l'amélioration de l'habitat, la forte demande en produits alimentaires, etc. Cependant, depuis l'an 2008, la scierie de Kabo a été fermée. Depuis lors, d'autres transformations ont eu lieu : départs importants des populations liés à la réduction des effectifs de travailleuses et faibles opportunités économiques, le chômage des jeunes, le faible dynamisme de l'économie locale avec la fermeture de plusieurs commerces, la forte dépendance des populations aux ressources naturelles.

Mots clés : Sangha, Kabo, exploitation industriel, mutations socio-économiques, zone forestière

INDUSTRIAL TIMBER EXPLOITATION AND SOCIO-ECONOMIC CHANGES IN THE KABO FOREST AREA, SANGHA DEPARTMENT (REPUBLIC OF CONGO)

Abstract: This article presents the results of a study carried out between 2020 and 2022. The objective is to analyze the socio-economic changes linked to the industrial exploitation of wood in Kabo. The results come from documentary research and field surveys on a sample of 161 households (30 indigenous households and 131 Bantu households). The results made it possible to identify the socio-economic issues and the impacts of logging on the environment, village

¹ Laboratoire de Géographie, Environnement et Aménagement (LAGEA)

² Laboratoire de Géographie, Environnement et Aménagement (LAGEA)

³ Laboratoire de Géographie, Environnement et Aménagement (LAGEA)

communities and forest workers. The industrial exploitation of wood has favored the development of a city formerly a small village of less than 100 inhabitants thanks to the jobs created leading to the migration of people in search of economic opportunities. Other socio-economic changes that have been observed are population growth, improved income and purchasing power, improved housing, high demand for food products, etc. However, since 2008, the Kabo sawmill has been closed. Since then, other transformations have taken place: significant population departures linked to the reduction in the number of female workers and weak economic opportunities, youth unemployment, the weak dynamism of the local economy with the closure of several businesses, the strong people's dependence on natural resources.

Keywords: Sangha, Kabo, industrial exploitation, socio-economic changes, forest zone

Introduction

Face aux impératifs de développement économique, de nombreux gouvernements d'Afrique centrale ont suivi une politique de gestion de leurs forêts basée sur un zonage de leur territoire forestier avec le plus souvent, une part largement dominante occupée par les concessions forestières industrielles afin de tirer des revenus nécessaires pour relancer leurs économies. Les défenseurs de ce système soutiennent dans leurs discours que l'exploitation du bois est nécessaire pour développer le pays (S. R. OTSAKA, 2013, p.6).

L'exploitation des ressources naturelles en Afrique entraîne souvent d'énormes transformations dans les zones concernées. Ces activités sont dans la plupart de cas source de changements sur les plans sociaux, économiques, environnementaux et spatiaux. L'ouverture d'une entité industrielle quelconque dans un espace rural en fait un pôle économique majeur dont l'impact sur le milieu social est certain (C. Tatuebu Tagne, 2019, p.11). L'exploitation forestière industrielle constitue donc un facteur de développement incontournable pour les populations forestières, ceci à travers la création d'emplois temporaires ou définitifs, la construction des équipements sociaux, la réalisation et l'entretien des voies de communication bien aménagées et des ponts pour résoudre le problème de l'enclavement (H.L. Stholl, 1992, p.15). L'installation des unités de transformation entraîne inéluctablement le recrutement d'une importante main-d'œuvre pour la réalisation de différentes tâches dans l'industrie. Cette situation entraîne souvent une migration d'une main-d'œuvre qualifiée souvent inexistante au niveau local. On note aussi d'autres migrations liées aux opportunités économiques qui en découlent. Dans certains cas, on note dans ces zones une augmentation exponentielle de la population avec pour corollaire l'augmentation de la demande en produits alimentaires, en services sociaux ainsi que la dynamique de l'espace. Les ressources forestières et la filière bois industriel principalement constituent également une source considérable de bénéfices financiers et économiques pour les populations tant au niveau des zones forestières qu'au niveau national (EBA'A ATYIR et *al.*, 2013 p.66).

Dans les zones forestières du Congo riches en essences forestières valorisables, plusieurs unités de transformation ont été installées dans le but d'exploiter du bois. C'est dans ce cadre qu'une unité forestière d'aménagement dénommée UFA Kabo a

été créée afin d'exploiter le bois dans cette zone. Cette exploitation a donné naissance à une cité autrefois un petit village. Le développement de l'exploitation du bois a finalement entraîné d'importantes mutations dans cette zone. Quelles sont ces mutations ? C'est autour de cette question que s'articule cette étude qui a pour objectif d'analyser les mutations socio-économiques liées à l'exploitation industrielle du bois dans la localité de Kabo.

1. Zone d'étude et méthodologie de la recherche

1.1. Présentation de la zone d'étude

La communauté urbaine de Kabo est le chef-lieu de district de Kabo, situé dans le département de la Sangha. Elle est située sur la haute Sangha à l'extrême Nord de la République du Congo à une soixantaine de kilomètres du Parc National de Nouabalé-Ndoki, à 65 Km de Ouesso, chef-lieu du Département de la Sangha. Le district de Kabo est limité : au nord par le village Bomassa, au sud par le village Lémé, à l'Est par le village Ndoki 2 et à l'Ouest par la rivière Sangha. L'accès au chef-lieu de district est facile grâce, au tronçon routier Pokola-Kabo et la navigabilité de la rivière Sangha. Il est compris entre le 02°1'47,59'' de latitude Nord et le 016°04'56,08" de longitude sud. Kabo est situé dans la zone II (Sangha) du secteur forestier nord du Congo à la périphérie du Parc National de Nouabalé-Ndoki, une aire protégée riche en biodiversité. Cette zone est dominée par la forêt et fait partie de l'Unité Forestière d'Aménagement de l'UFA de Kabo. Le climat du PNNN est intermédiaire entre les zones climatiques congolo-équatoriale et Subéquatoriales. La pluviométrie annuelle moyenne est de 1700 mm. La saison des pluies est bimodale, avec une grande saison sèche de décembre à février, une grande saison des pluies (B.M. Mengho, 2001 ; p.8)

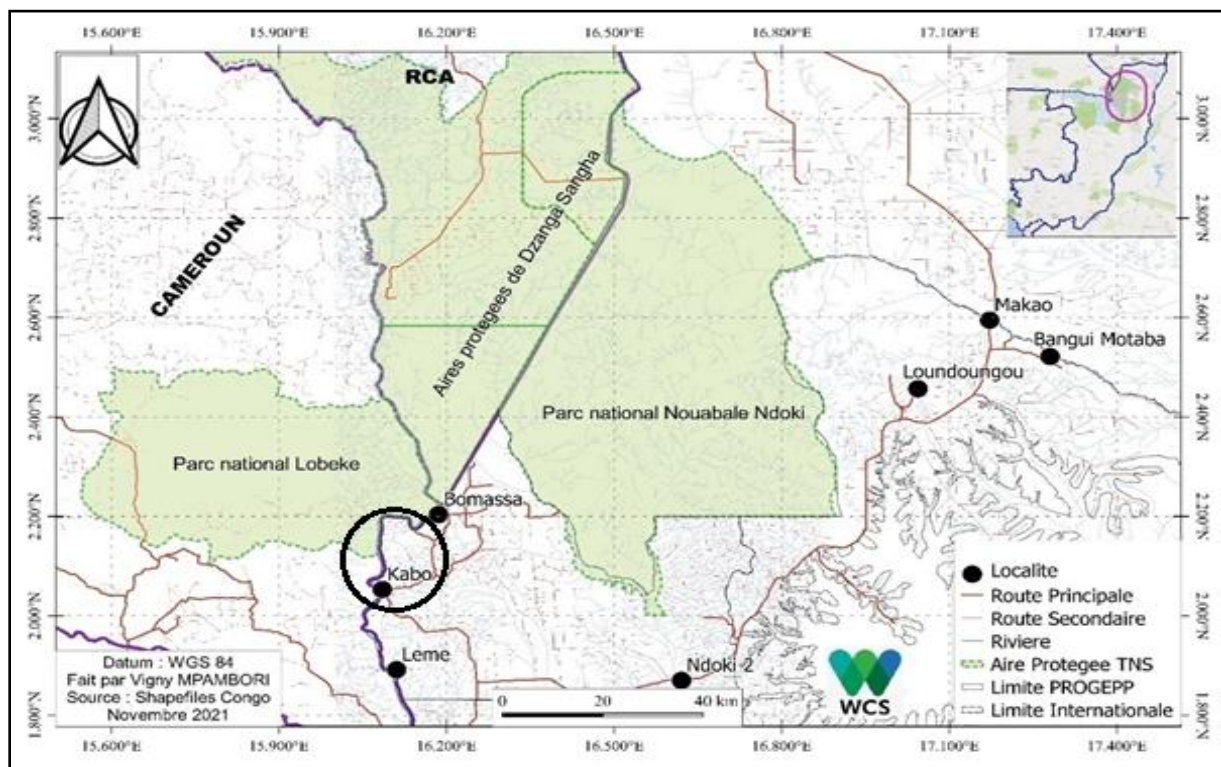


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude (Kabo)

1.2. Méthodologie de la recherche

Les résultats de cette étude sont issus de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain. La recherche documentaire s'est basée sur les documents issus d'études socio-économiques antérieures réalisées au sein des concessions forestières par le PROGEPP- Kabo, la WCS, la CIB. Une multitude de rapports ont été également consultés. Les données de terrain ont été collectées à partir des observations directes, des enquêtes individuelles et des focus groups tenus entre 2019 et 2022. Les observations directes ont permis d'identifier le type d'habitat, les infrastructures ainsi que les activités humaines. Quatre focus groups ont été réalisés dont un avec les hommes bantous, un avec les femmes bantous, un autre avec les hommes autochtones et un dernier avec les femmes autochtones. Les entretiens individuels se sont faits à base d'un questionnaire numérique conçu via l'application Kobotoolbox et déployée sur un téléphone portable contenant l'application ODK Collect. Ils ont porté sur un échantillon de 161 ménages sur un total de 275 ménages, soit un taux de sondage 58,54 %.

Les ménages ont été répartis en deux catégories (tableau 1): les ménages bantous et les ménages autochtones. Pour le cas des ménages bantous, ceux-ci ont été répartis en fonction du statut du chef de ménage (ménages dont le chef travaille dans l'entreprise forestière CIB et ceux dont le chef ne travaille pas à la CIB).

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon selon l'ethnie et le type d'activités

Groupe social		Effectif	Pourcentage
Ménage Bantou	Travailleur de la CIB	60	37 %
	Ne travaille pas à la CIB	71	44 %
Ménages Autochtones	Ensemble	30	19 %
Total	/	161	100 %

Source : Notre investigation

Au terme des enquêtes, les données ont été saisies puis traitées à l'aide des logiciels Excel et Word.

2. Résultats et discussion

2.1. Les mutations liées à la période faste de l'exploitation du bois

2.1.1. L'installation d'une scierie et l'emploi d'une importante main-d'œuvre

L'exploitation forestière dans le district de Kabo a réellement démarré après la deuxième guerre mondiale. A la fin des années 1940, plusieurs sociétés d'exploitation forestière se sont installées dans la région de la Sangha. La préfecture, Ouesso, disposait déjà d'un aéroport et était alors un centre commercial important dans le nord du Congo. En 1949, l'Entreprise Générale Industrielle et Commerciale en Afrique (EGICA) s'installe à Mbirou, à 15 km en aval de Ouesso. Les permis d'EGICA sont repris par Bois-Sangha en 1955 qui les exploite jusqu'en 1975, date à laquelle l'activité est transférée de Mbirou à Kabo. La société Bois-Sangha est restructurée en 1990 et devient la Société Nouvelle des Bois de la Sangha (SNBS). A partir de 1993, l'activité de la SNBS décline et est mise en faillite en 1994, avec poursuite des activités

sous syndic de liquidation. Les actifs de la SNBF sont rachetés à la liquidation et la concession forestière est attribuée en 1997 à la CIB exploitant alors l'UFA Pokola et basée à Pokola. C'est avec l'arrivée de la CIB que la localité de Kabo connaît un développement spectaculaire. Une main-d'œuvre importante est ainsi recrutée pour réaliser les travaux dans les différents secteurs de l'exploitation.

L'exploitation industrielle du bois nécessite une technologie de pointe afin de réduire l'intervention de l'homme mais surtout d'augmenter la production. C'est dans ce cadre qu'une scierie a été construite sur place à Kabo afin de scier le bois issu des concessions forestières situées dans l'UFA de Kabo.

De l'an 2000 à 2007, la CIB employait 487 personnes en moyenne par an à Kabo dont 343 employés permanents et 144 temporaires. En dehors des emplois directs, la CIB faisait de la sous-traitance dans le secteur du bâtiment et créait des emplois indirects dans le commerce, l'artisanat et les services qui sont difficiles à quantifier avec précision.

L'exploitation forestière entraîne le recrutement de la main-d'œuvre locale dans certain contexte. Le secteur forestier est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois au Cameroun. En 2011, il contribue à créer plus de 23 000 emplois formels au Cameroun, correspondant à 53,86 milliards de F CFA de charge de personnels (R. Eba'a Atyi et al, 2013, p.65).

2.1.2. Création d'une cité en pleine forêt et disparition du village traditionnel

Village traditionnel de moins de 100 habitants en 1970, la population de Kabo est passée de 700 habitants en 1989 à 2742 habitants en 2007, année de la fermeture de la scierie grâce à l'exploitation forestière et le développement d'autres activités économiques (figure 2).

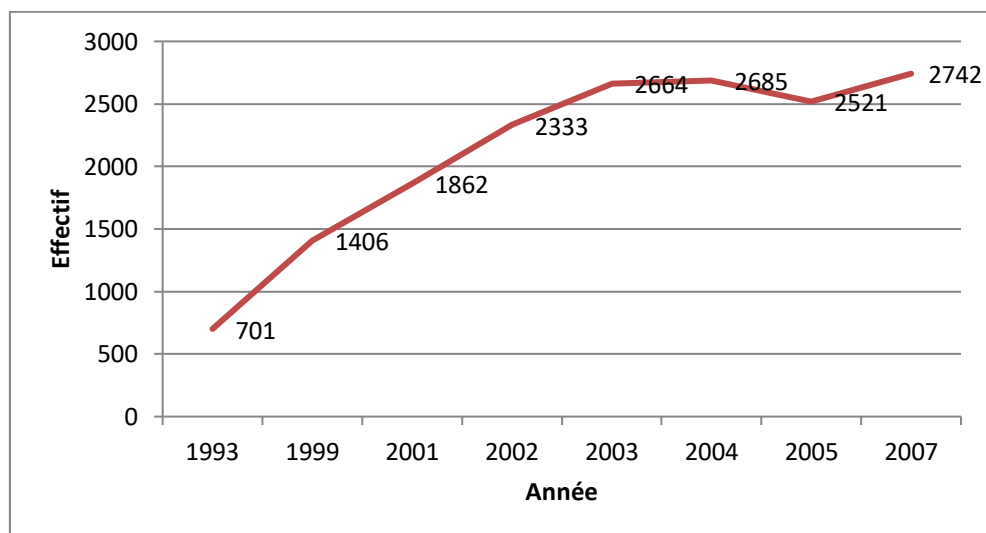


Figure 2. Evolution de la population de Kabo de 1993 à 2007

Source de données : CNSEE, RGPH, 2007

Cette figure 2 montre que moins de cinq ans après l'arrivée de la CIB, la population de cette localité a plus que doublée grâce à l'arrivée non seulement des travailleurs (cadres, ouvriers et manœuvres), mais aussi d'autres personnes attirées par les

opportunités économiques qu'offrait la cité ainsi que les activités florissantes qui se développaient. La construction de la scierie a donné naissance à une cité constituée de deux quartiers : quartier scierie et le camp CIB. La population de Kabo a fortement évolué avec l'installation de l'industrie du bois. La population native devient minoritaire dans la localité.

Entre 2003 et 2008, Kabo comptait plus de 50 ethnies différentes dont les principales sont les Mbochi (12,6 %), les Bomitaba (11,2 %), les Bonguili (8,4 %), les Kwele (7,5 %), les Makoua (6,4 %) et les Kouyou (6,2 %). Les ethnies strictement autochtones, c'est-à-dire les Pomo (4,7 %), les Massa (4,3 %) les Ngondi (1 %), les Mbenzélé (5,6 %) et les Ngombé (0,4 %), représentent chacune moins de 5 % de la population de Kabo. La population semi-nomade, Mbenzélé et Ngombé, représente 6 % des habitants de Kabo, 74% des habitants sont allochtones à la zone de Kabo. (Plan d'aménagement de l'UFA de Kabo, 2018, p.10).

Pendant ces années, l'immigration était la principale raison de la croissance démographique dans les concessions de CIB, soit 79 % (N=2827) du total des nouveaux habitants contre 21 % des naissances. Le recrutement par la CIB de la main d'œuvre exogène, venant de Brazzaville, de Ouesso, des départements de la Cuvette et de Likouala était probablement la raison de la domination des allochtones dans les sites de Kabo (PROGEPP-Kabo, 2007, p. 8).

En effet, dans les sites de transformation du bois il y avait plus d'opportunités pour les activités économiques (commerce, chasse, pêche, menuiseries artisanales, etc.). Cette diversité ethnique est encore remarquée grâce au maintien de quelques emplois par la CIB, PROGEPP-Kabo et le Parc National de Nouabalé Ndoki qui emploient encore quelques cadres et ouvriers qui sont souvent originaires d'autres départements ou localités. Quelques allochtones y sont encore pour réaliser quelques petits commerces. Plus de 95 % des petits commerces présents dans la localité appartiennent aux allochtones.

L'exploitation industrielle du bois induit des mutations socio-économiques notoires dans les zones de production. Plusieurs auteurs ont abordé ce sujet dans plusieurs contextes. C'est le cas de C. Mengue Medou et J-P Waaub (2005, p.21) qui ont montré que la présence de la compagnie forestière Leroy au centre du Gabon a engendré une augmentation importante de la population dans certains villages et dans les camps forestiers et aussi une augmentation de la population à résidence permanente.

2.1.3. Amélioration des revenus, du pouvoir d'achat des populations et dynamisme de l'économie locale

Le total des salaires nets versés aux employés de la CIB entre 2000 et 2004 s'élève à près de 3 milliards de francs CFA par an. Pour la même période, le montant total des salaires nets versés aux employés de Kabo et Ndoki II avoisine 700 millions de francs CFA. Une bonne part de cet argent était directement injectée dans l'économie locale : installation d'une chambre froide et d'un économat en vue de réduire la pression sur les ressources naturelles.

Actuellement, malgré la fermeture de la scierie, les quelques emplois qui restent dans la localité apportent des revenus substantiels par rapports au secteur primaire (cueillette, chasse, pêche, etc.). Les entretiens réalisés auprès des agents de la CIB et ses

sous-traitances et auprès des agents des projets de WCS ont permis d'estimer les salaires moyens dans cette cité. Les salaires varient entre 60000 FCFA à 900000 FCFA en fonction des métiers, des entreprises et des fonctions occupées.

Le développement de l'exploitation du bois à Kabo a attiré des commerçants pour la distribution de plusieurs produits (figure 3). Les autres villages environnants qui n'ont pas bénéficié de l'implantation de l'industrie forestière ne connaissent pas de développement : la population reste faible, l'habitat est toujours dominé par les maisons en pisés et en pailles (plus de 95 % des habitations), les activités sont à 100 % celles du secteur primaire (chasse, pêche, agriculture, cueillette, etc.), la population est dominée par les natifs (plus de 95 %), etc.

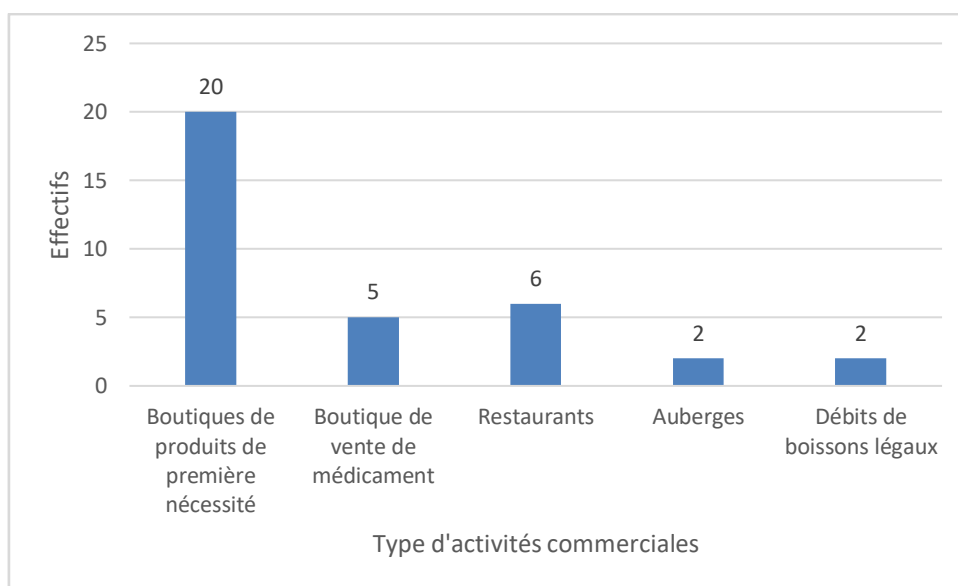


Figure 3 : Présentation des activités commerciales à Kabo de 2002 à 2008

Source : Plan d'aménagement de l'UFA-Kabo, 2008

2.1.4. Amélioration des infrastructures de base

La naissance de la cité s'est accompagnée du développement des infrastructures telles que les écoles, l'électricité, la distribution d'eau, le dispensaire.

Trois écoles ont été construites dans la cité par la CIB : une école préscolaire, une école primaire et un collège d'enseignement général (photo 1). Avant l'arrivée de la scierie, il n'y avait qu'une seule école : l'école primaire. Tous ceux qui obtenaient le CEPE partaient poursuivre leurs études à Ouesso à environ 100 km de la communauté urbaine de Kabo sur la rivière Sangha. Il y a eu une nette amélioration de la scolarisation des enfants dans la localité. Les enfants qui obtiennent le CEPE à Kabo et dans les villages environnants poursuivent leurs études secondaires au CEG de Kabo grâce à l'installation du collège par la CIB. Il y a eu également création d'une école pour les enfants autochtones. Celle-ci a également amélioré le niveau d'instruction au niveau des populations autochtones.



Photo 1. Ecole primaire et collège construits par la société forestière.
Prise de vues. G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022

Pour faciliter l'offre en santé, un dispensaire a été construit par la société forestière pour assurer les soins non seulement des travailleurs de la société mais aussi des autres habitants. Le dispensaire comptait 4 employés. Il est muni d'une maternité, d'un laboratoire, d'un bureau du chef de centre, un bureau de consultation ou triage et deux salles d'hospitalisation (1 pour homme, 1 pour femme) d'une capacité de 12 lits chacune (photo 2, 3 et 4). Entre 2001 et 2004, il fonctionnait avec 4 agents : 1 assistant sanitaire, 2 infirmiers diplômés d'Etat et 1 matrone accoucheuse. Actuellement, le nombre de travailleurs a baissé dans cette infirmerie. Il reste un Assistant sanitaire et une infirmière.



Photo 2. Infirmerie de Kabo construite par la CIB, vue de l'extérieur
Prise de vues. G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022



Photo 2. Infirmerie de Kabo construite par la CIB, vue de l'intérieur
Prise de vues. G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022

La société forestière distribue également le courant dans toute la cité. Toutes les maisons et commerces se trouvant dans les camps et aux alentours sont connectés au réseau électrique.

Des fontaines de distribution d'eau ont été également installées près des habitations (à moins de 10 mètres des blocs de parcelles). Au total 6 fontaines ont été installées dans les camps CIB (photo4 et 5).

Les entreprises de la filière bois industriel contribuent fortement à la construction des infrastructures sociales et à l'accès aux services de base, notamment l'électrification rurales, l'hydraulique villageoise, la construction et la réfection des écoles, les structures sanitaires, la construction et/ou l'entretien du réseau routier, etc. (R. Eba'a Atyi et *al.* 2013, p.66).



Photo 4. Fontaine alimentant les ménages en eau potable
Prise de vues. G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022



Photo 5. Cuves alimentant les fontaines en eau potable
Prise de vues. G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022

Quelques administrations publiques se sont parallèlement installées dans la localité pour faciliter certaines formalités administratives. Il s'agit du secteur agricole (représentant la direction départementale de l'agriculture), de la brigade des eaux et forêts, de la police, du service social et de la gendarmerie.

Les réseaux de téléphonie mobile se sont également installés. MTN et Airtel. Airtel a fermé depuis quelques années.

2.1.5. Amélioration de l'habitat

Avant l'arrivée des concessionnaires forestiers, les maisons traditionnelles villageoises étaient construites avec des murs en banco (terre battue) et les toits recouverts de feuilles de raphia. Les habitations des semi-nomades, les « mounoulous » étaient des simples huttes recouvertes de feuilles de marantacées. Avec l'arrivée de l'exploitation forestière, ces habitations ont été progressivement remplacées par des constructions en planches, recouvertes de raphia ou de tôles. Néanmoins, les habitations traditionnelles existent encore, notamment dans les villages et campements isolés. Au niveau de la communauté urbaine, on trouve trois catégories d'habitations :

- les logements en planches hérités à Kabo de l'ancienne société Bois Sangha (divisés en 2 appartements mitoyens de 2 chambres et séjour chacun) ;
- les logements individuels en planches construits par la CIB (3 chambres et séjour, cuisine et WC extérieurs) ;
- les logements individuels récents construits en briques de terre cuites (3 chambres et séjour, cuisine et WC extérieurs).

Le camp Paradis a été construit en 2005 par la CIB pour résoudre le problème de logements devenus préoccupants avec l'augmentation de la population de Kabo. Des habitations modernes (en planche et briques) ont été construites vers le bloc administratif de la CIB afin de loger les cadres supérieurs (photos 6, 7 et 8).



Photo 6 : Habitations construites par la société Bois-Sangha
Prise de vues. G.R MOUANDA NIAMBA, mai 2022



Photo 7: Habitations construites par la CIB en 2007
au quartier 1 Paradis
Prise de vues. G.R MOUANDA NIAMBA, mai 2022



Photo 8: Habitation moderne en briques cuites (habitations des
cadres construites par la CIB)
Prise de vues : G.R. MOUANDA NIAMBA, août 2022

Il y a au total 116 habitations qui ont été construites en briques cuites dans le camp Paradis. Elles sont disposées de la manière suivante : 5 blocs de 16, 1 bloc de 14, 1 bloc de 12 et 1 bloc de 10. Trois autres blocs de maisons en briques cuites ont aussi été construits proche du quartier Paradis destinés aux agents de l'Etat (gendarmes, policiers, agents des eaux et forêts, douaniers, etc.). Chaque habitation est munie d'une clôture en bois les séparant des habitations voisines.

A côté de toutes ces habitations améliorées, il se trouve encore quelques cases précaires, notamment celles des populations autochtones dont la plus grande partie ne travaille pas à la société forestière (photo 9). Ces habitations sont souvent installées en retrait de celles construites par le concessionnaire. Ces habitations construites en matériaux locaux plus ou moins durables permettent de mettre en évidence la sédentarisation des populations autochtones dans la zone de Kabo. Actuellement, ces populations passent plus de temps dans les villages parce que certaines d'entre elles sont employées temporairement par la CIB, il y en a d'autres qui sont permanentes à la CIB, au PROGEPP, au Parc National de Nouabalé- Ndoki et une autre partie de la population exerce des activités dans le secteur primaire (la chasse pour les bantous, la cueillette du bois et des PFNL, etc.).



Photo 9 : Habitations des autochtones à Kabo
Prise de vue : G.R. MOUANDA NIAMBA, juillet 2022

En parallèle à la mise en place de contrôles stricts de la chasse par le PROGEPP-Kabo en partenariat avec la CIB, des alternatives alimentaires ont été développées au niveau des sites forestiers. La CIB avait conclu plusieurs accords avec des opérateurs privés afin d’approvisionner les sites forestiers en aliments de base et en protéines animales et d’améliorer ainsi la sécurité alimentaire des travailleurs. Les produits de première nécessité étaient vendus à Kabo par un commerçant. La CIB avait construit des locaux commerciaux et d’habitation et fournissait gratuitement l’électricité. En contrepartie, les produits étaient vendus à des prix inférieurs à ceux de la ville de Ouessou. Des bœufs étaient importés sur pied du Cameroun ou de la RCA par des commerçants aidés par la CIB pour le transport et la commercialisation des animaux. En contrepartie, les prix de vente de la viande étaient plafonnés. Les produits congelés tels que les volailles, le poisson de mer et le porc, provenaient aussi du Cameroun en collaboration avec un entrepreneur local. Les produits étaient transportés jusqu’à Pokola dans des conteneurs frigorifiques. Pour le stockage et la commercialisation des produits, la CIB avait installé deux chambres froides. Les prix de vente des produits étaient négociés entre l’entrepreneur et la CIB. Cette dernière subventionnait une partie de cette activité commerciale

Pendant l’installation des chambres froides dans le site de Kabo, la fréquence de consommation des produits domestiques et/ou importés a augmenté régulièrement. Bien que la consommation de protéines alternatives soit en développement, elle demeure relativement faible avec respectivement 7,6% des protéines consommées en 2003 dans les sites de Kabo. Ces produits étaient aussi bien consommés par les salariés que par les autres habitants de Kabo, y compris par les autochtones.

2.1.6. *Erection de Kabo en district*

La présence des infrastructures de base et l’augmentation de la population a favorisé l’érection de la localité de Kabo en district par la loi n° 12-2017 du 16 mars 2017 portant création du district de Kabo. Ce district a été créé pour faciliter la délivrance de certaines pièces administratives et d’états civils tels que les actes de naissance, les actes de mariages et de décès, les agréments, etc. Depuis 2017, la localité de Kabo qui dépendait du district de Mokéko situé à plus de 100 km devient autonome. Les populations peuvent obtenir certains documents sur place au lieu de se

déplacer à plus de 100 km et faire face aux problèmes de transport et d'autres problèmes administratifs tels que le retard dans le traitement des dossiers pour la délivrance de certaines pièces. Le district de Kabo compte aujourd'hui 12 villages et deux quartiers.

2.2. Les mutations liées à la fermeture de la scierie et leur impact sur l'économie locale

La scierie de la CIB a été fermée en 2008 à cause de la faible présence des essences forestières exploitable dans l'Unité Forestière d'Aménagement (UFA) Kabo ; le maintien d'une scierie coûterait donc plus cher à l'entreprise. Depuis lors, plusieurs transformations sont intervenues dans le district de Kabo.

2.2.1. Réduction des effectifs des travailleurs et des salaires, départ important des populations et chute de la démographie

La fermeture de la scierie a entraîné la réduction des effectifs par des licenciements. Depuis 2008 les effectifs des agents de la CIB restants sur place à Kabo ne dépassent guère 50 travailleurs. Actuellement, la CIB compte environ 50 travailleurs seulement contre 487 (343 permanents et 144 temporaires) entre 2003 et 2007. Cette situation, ayant entraîné des départs importants des populations a pour corollaire la baisse de la population de Kabo (figure 3).

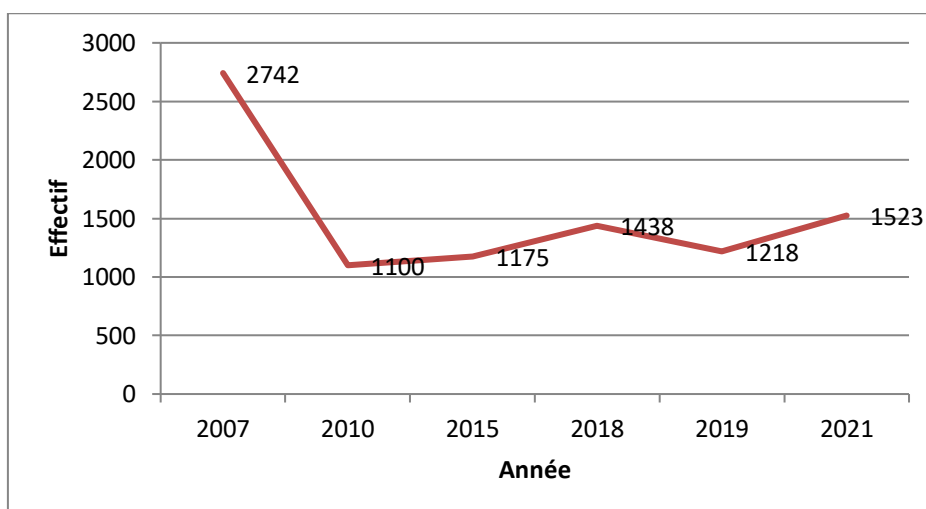


Figure 3. Evolution de la population de Kabo de 2007 à 2021

Source de données : INS, 2021

La diminution de la population a pour effet l'abandon de certaines habitations. La communauté urbaine de Kabo qui comptait deux quartiers ne compte plus qu'un seul quartier. Le camp chantier où habitaient les non travailleurs de la CIB a été totalement abandonné. Les populations qui y vivaient ont quitté ce camp et occupé des habitations de la CIB non occupées. Malgré l'occupation des cases par les populations, il y a encore celles qui sont abandonnées faute d'occupants (photo 10). La fermeture de la scierie a donc entraîné la baisse de l'activité économique et induit le phénomène de l'exode massif de la population.



Photo 10 : Habitations abandonnées au quartier Paradis faute d'occupants
Prise de vues : G.R. MOUANDA NIAMBA, novembre 2021

2.2.2. *Chômage des jeunes en passe de trouver les alternatives et forte dépendance aux ressources naturelles*

La fermeture de la scierie en 2008 a entraîné la réduction des effectifs des travailleurs. Les travailleurs partent souvent travailler dans les autres sites de la CIB lors qu'il n'y a pas assez de travail dans l'UFA. Ils partent souvent passer plusieurs mois à Pokola où la CIB a encore une grande scierie. Ces déplacements sont également à l'origine de la diminution de la population parce que certains travailleurs se déplacent pendant ces périodes avec leurs familles.

Les espoirs suscités par la création d'emplois ont entraîné une immigration vers les chantiers forestiers et les villages près de ceux-ci. Par ailleurs, étant donné le nombre de licenciements recensés au cours des années qui ont suivi l'implantation de la compagnie, on a constaté une croissance du taux de chômage passant de 10 à 30 % en moins de dix ans (C. Mengue Medou et J.P. Waaub, 2005, p. 22). Ces auteurs soulignent également l'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat des employés qui avaient pour conséquence l'augmentation des prix des produits.

L'agriculture vivrière qui pouvait être une alternative et une source de revenu et de nourriture pour les populations n'est plus pratiquée depuis près de deux décennies à cause de la présence des éléphants qui dévastent les champs. Cette situation a favorisé le découragement des populations et l'abandon total de cette activité. Seule la culture cacaoyère est pratiquée mais elle souffre également du problème de soutien.

Pour assurer certains travaux pour le maintien des installations, la CIB a signé un contrat avec une société qui assure les travaux suivants : le nettoyage des routes à l'intérieur de la cité, le nettoyage des bureaux et autres bâtiments, etc. Elle emploie également la société de sécurité privée SOMAC pour assurer la sécurité des biens et des installations de l'entreprise.

Dans cette localité, on note une forte dépendance de la population aux ressources naturelles comme activité source de nourriture et de revenus. La chasse, la pêche et la cueillette restent les activités importantes des populations. Les femmes autochtones non scolarisées ne pratiquent presque exclusivement que des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles, précisément la cueillette des PFNL et du bois. D'autres jeunes sont utilisés par les vendeurs de viande de brousse dans la chasse.

Ceux-ci, leur donne des fusils, les munitions et la nourriture afin d'effectuer la chasse pour leur compte.

2.2.3. *Problème d'approvisionnement en produits alimentaires de base*

L'absence totale de la production agricole vivrière à cause du fameux problème de dévastation des champs par les éléphants est un casse-tête pour les populations qui dépendent de plusieurs localités pour s'approvisionner en produits vivriers de base notamment le manioc, la banane et le maïs. Tous ces produits proviennent soit des localités du district de Pokola, soit des villages du département de la Likouala comme Thanry, Makao et les villages des terres Kabounga.

La CIB assure l'approvisionnement en tubercules de manioc une fois par mois. Elle fait venir le manioc en provenance des villages des terres Kabounga tous les premiers dimanches du mois. Le manioc est vendu ensuite aux femmes généralement qui les transforment soit en cossettes de manioc, soit en bâton de manioc. 95 % de manioc est transformé en bâton de manioc et le reste (5 %) transformé en cossettes puis en farine de manioc. Cet approvisionnement ne satisfait pas la demande locale car le manioc est l'aliment de base de la population. Pour combler ce déficit, les femmes achètent le manioc déjà roui à Pokola, mais il se pose souvent un problème de transport.

Le fufou consommé dans le district de Kobo vient également des localités comme Pokola, Makao et Thanry. Il se pose aussi des problèmes d'approvisionnement liés à l'absence des transports privés ; seule la CIB assure la navette entre Pokola et Kobo, 3 fois en moyenne par semaine. Le transport est un casse-tête entre Thanry-Makao et Kobo. En ce qui concerne les autres produits comme le maïs, la banane et une gamme variée d'autres produits (choux, tomates, aubergines, gombo, oignon, ciboule, concombre, les produits congelés et d'autres produits de première nécessité), proviennent également du district de Pokola.

2.2.4. *Faible dynamisme de l'économie*

La fermeture de la scierie a eu également pour effet le faible dynamisme de l'économie locale, notamment sur la fermeture de certains commerces et du marché. Le marché de Kobo construit par la CIB est également abandonné à cause du faible nombre de vendeurs et de sa faible demande. Les vendeurs exposent en effet les produits devant leurs parcelles. Un petit marché du soir existe, les principaux produits alimentaires commercialisés sont le manioc et le poisson. Le faible dynamisme de l'économie se manifeste aussi par la réduction du nombre de commerce et de commerçants. Plusieurs commerçants ont quitté la communauté urbaine de Kobo pour s'installer dans d'autres localités. La figure 4 présente le nombre fonctionnel à Kobo répartis par type de commerce.

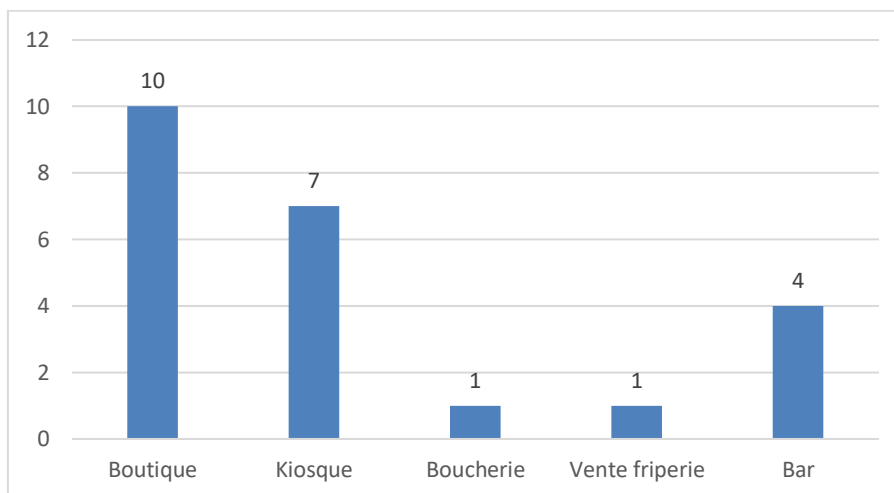


Figure 4 : Répartition du nombre fonctionnel du type de commerce à Kabo
Source : Enquêtes de terrain

2.2.5. Fermeture de la chambre froide et forte dépendance de la population en ressources naturelles et faible fréquentation du marché

La CIB assurait pendant plusieurs années le commerce des produits congelés. Une chambre froide munie de deux conteneurs frigorifiques (photo 11) a été installée. La CIB subventionnait cette activité en assurant l'importation des produits congelés du Cameroun à Kabo. Depuis la fermeture de cette chambre froide, on note une forte dépendance de la population aux ressources naturelles, notamment le poisson, la viande de brousse⁴ et périodiquement certains insectes (chenilles).



Photo 11: Ancienne chambre froide de la CIB abandonnée depuis les années 2008
Prise de vues : G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022

La figure 5 présente la consommation en protéines animales dans les ménages du chef-lieu du district de Kabo. Elle subventionnait également une grande boutique d'un grand commerçant « Monsieur MADOUKA » et facilitait le transport des produits. Ce dernier avait un accord avec la CIB et avait installé de grandes boutiques dans

⁴ Viande de brousse, également appelée viande sauvage, se réfère à la viande de mammifère non domestiqué, de reptiles, d'amphibiens et d'oiseau, chassés pour la nourriture dans les forêts tropicales (le gibier par exemple)

quasiment tous les sites de la CIB. Ce commerçant n'a plus assez de marchandise à cause de la faible clientèle et la très faible consommation de certains produits considérés comme de luxe.

La fermeture de la chambre froide a eu pour effet la baisse flagrante de la consommation de la viande domestique⁵ (figure 5) par les populations. La viande de brousse et le poisson coûtent moins chers par rapport à la viande domestique.

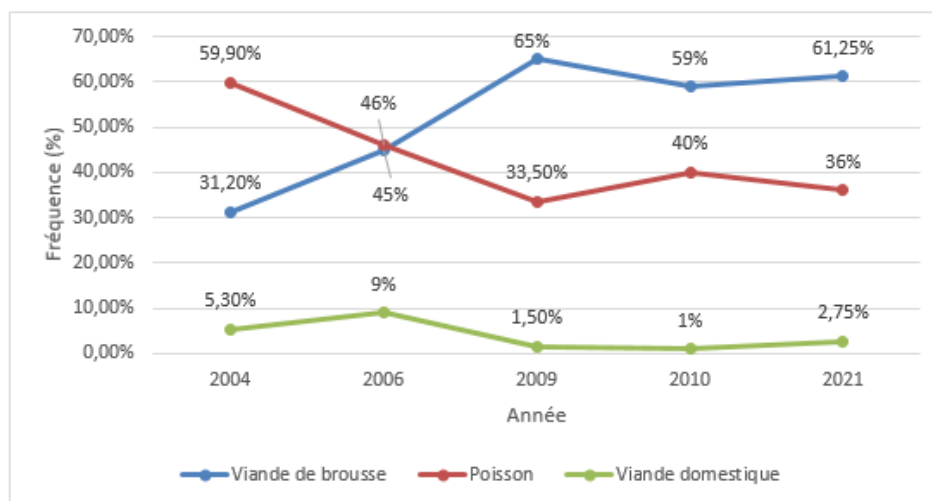


Figure 5: Evolution de la consommation des protéines animales de 2004 à 2021
Source de données : INS, 2021

Le marché de Kabo qui regroupait environ 50 vendeurs est presque abandonné ou délaissé (Photo 12). Les vendeurs exposent depuis quelques années leurs produits dans les étalages devant les parcelles. Il y a cependant un petit marché appelé « marché MOUNGALI » où l'on vend essentiellement le manioc et la nourriture cuite (poisson et viande frits, poisson à l'étouffée, etc.).



Photo 12 : Marché de Kabo construit par la CIB et actuellement presque abandonné
Prise de vues : G.R. MOUANDA NIAMBA, juin 2022

⁵ Viande domestique, mammifère omnivore élevé pour sa viande (le cochon par exemple)

Conclusion

Cette étude a montré que l'exploitation industrielle du bois et son déclin dans la zone de Kabo ont induit d'énormes transformations dans cette zone. L'installation de la scierie a eu pour effet le recrutement d'importants jeunes valides pour travailler non seulement dans les travaux de coupes⁶ mais aussi dans l'usinage des grumes et d'autres activités connexes. Le recrutement d'une importante main-d'œuvre a eu pour corollaire l'augmentation du taux de migration faute de main-d'œuvre qualifiée localement. Cette situation a entraîné d'autres mutations dont les plus importantes sont l'augmentation de la croissance démographique et la forte demande en habitation et en nourriture. La forte demande en produits alimentaires a eu pour conséquence la pression sur la faune sauvage. Des initiatives ont été mises en place pour réduire la pression sur la faune sauvage par la proposition des protéines alternatives. Le développement de l'exploitation du bois a également amélioré les conditions de vie des populations par la création des activités économiques telles que le commerce. On a également assisté à l'apprentissage des métiers auprès des populations locales. Depuis la fermeture de la scierie qui a conduit à la réduction des effectifs des travailleurs, d'autres mutations sont observées dont les plus importantes sont la diminution de la population résidente, le faible dynamisme de l'économie locale, la forte dépendance aux ressources naturelles, le chômage des jeunes, etc. Mais malgré cette fermeture, l'entreprise forestière reste le principal moteur de l'économie par le maintien de quelques emplois permanents et temporaires.

Références bibliographiques

- CIB Olam, 2018, Résumé du plan d'aménagement de l'UFA de Kabo, 22 p
- CNSEE et UNFPH (2010) : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2007 en quelques chiffres, République du Congo, Brazzaville, 20 p
- EBA'A ATYI Richard, LESCUYER Guillaume, NGOUHOUE POUFON Jonas et al, 2013, Étude de l'importance économique et sociale du secteur forestier et faunique au Cameroun, Rapport final, CIRAD, 315 p.
- INS, 2021, Annuaire statistiques du Congo, Brazzaville, 62 p.
- KARSENTY Alain, 1999, Les instruments économiques de la forêt tropicale. Le cas de l'Afrique Centrale. Paris, Editions Maisonneuve, Larose, Editions CIRAD, 125 p.
- MENGHO M.B. et al. (2001) : Atlas du Congo, ed JA, Paris, 74 p.
- MENGUE MEDOU Célestine et WAAUB Jean-Philippe, 2005, *Évaluation des impacts socio-économiques : cas d'unité forestière d'aménagement de la compagnie forestière Leroy-Gabon*, ed. Vertigo [En ligne], (page consultée le 18/07/2022), <https://journals.openedition.org/vertigo/4392>.

⁶ Types de travaux forestiers qui consistent à récolter un peuplement mature tout en protégeant le sol forestier et les jeunes arbres déjà installés en sous-bois. Il peut également consister l'assainissement du peuplement quand il est affecté par une maladie.

- MICHAEL Blaise, VABI Clément, NGWASIRI Prudence, 2000, Dévolution des Responsabilités liées à la gestion forestière aux communautés locales – contexte et obstacles de mise en œuvre au Cameroun W.W.F., Yaoundé, 40 p.
- MOUKASSA Antoine, 2002, Troisième rapport technique du PROGEPP, Kabo, 23 p.
- MOUKASSA Antoine, 2004, Se nourrir dans un camp forestier : suivi de l'alimentation des ménages dans les sites forestiers de Kabo et de Ndoki 2, République du Congo, PROGEPP-Kabo, 34 p.
- MOUSSAVOU Jean Clotaire, 1997, L'exploitation forestière dans le développement socioéconomique de la Nyanga : L'expérience de la société forestière de la Nyanga. Mémoire de Maîtrise, UOB, FLSH, Département de sociologie, Libreville, 108 pages et annexes.
- ONDO Rose, 2002, Etude socio-économique de l'UFA Leroy Gabon, ECOFAC Gabon, 203 p.
- OTSACA Stanislas Rodrigue, 2013, développement durable et exploitation forestière en république du Congo : cas de la forêt du Nord-Congo, mémoire de Master en économie de l'environnement, FSE, Université Marien NGOUABI, Brazzaville, 63 p
- TATUEBU TAGNE Claude, 2019, Mutations socio-économiques et gestion durable du massif forestier de Ngoyla Mintom, Thèse de doctorat de géographie, Yaoundé, Université de Yaoundé 1, 355 p.